

# Monsieur Macron, rompez tous les liens avec l'État d'Israël !

**Les nouvelles sont alarmantes :**

Le « *dernier cri des travailleurs avant la mort* » lancé, depuis Gaza, par la Fédération générale des syndicats palestiniens (PGFTU) aux travailleurs et militants ouvriers du monde : « *retrousssez-vous les manches pour briser le siège de Gaza. Nous comptons sur votre humanisme et de votre moralité pour sauver Gaza du blocus par lequel l'occupation criminelle a fermé toutes les portes permettant l'entrée de nourriture, de médicaments et d'eau pour notre peuple. (...) Soyez notre soutien, faites bouger les choses et faites arrêter les exportations d'armes qui tuent les enfants, les femmes et les travailleurs (...). Il n'y aura pas d'excuse pour ceux qui abandonnent Gaza et son peuple, qui abandonnent les travailleurs.* »

Le rapport « **Notre génocide** » de l'association israélienne de défense des droits humains B'Tselem et des médecins de Physicians for Human Rights Israel (PHRI) dénonce : « *L'attaque militaire contre Gaza s'est traduite par des massacres, tant directs que par la création de conditions invivables, des atteintes graves à l'intégrité physique et mentale de toute une population, la destruction des infrastructures de base dans toute la bande de Gaza et des déplacements forcés à grande échelle, le nettoyage ethnique ayant été officiellement ajouté à la liste des buts de guerre.* »

**Il n'y a pas une minute à perdre : maintenant, tout de suite, Macron et son gouvernement doivent rompre toutes les relations – diplomatiques, militaires, économiques, commerciales, sportives, culturelles – avec l'État génocidaire !**

**N'ayant pas été reçu le 11 juin, une nouvelle délégation des signataires ira remettre la Lettre au président de la République à l'Élysée.**

**Dans le cadre d'une journée de mobilisation internationale, et pour soutenir cette démarche, toutes et tous au**

**Rassemblement, samedi 9 août, 14 heures**  
**Place Chassaigne Goyon – Paris 8<sup>ème</sup>**  
**Métro Saint-Philippe du Roule (ligne 9)**

Y prendront la parole des militants syndicaux, des représentants de l'Union juive française pour la paix, du Parti des travailleurs, etc. Une déclaration de rassemblement a été déposée, nous vous tiendrons informés dès réception de la réponse de la Préfecture.

**Signez la Lettre au président de la République sur Change.org,  
faites-la circuler : <https://chng.it/WCvcDxMBky>**

# Lettre au président de la République

Monsieur le président de la République,

Chaque jour, chaque heure, chaque minute qui passe aggrave l'horreur à Gaza.

Depuis quelques semaines, vos déclarations, comme celles de vos ministres, le reconnaissent.

Mais ces mots, ces déclarations, ces condamnations ne peuvent, par eux-mêmes, changer la tragique réalité.

Ils ne peuvent, vous le savez, changer le sort de ces dizaines de milliers d'enfants décharnés et promis à une mort certaine si le bras des assassins n'est pas arrêté, maintenant.

Pour cela, il faut agir.

Nous, soussignés, vous demandons de recevoir une délégation de toute urgence pour vous faire part d'une exigence qui monte dans tout le pays. Comme elle monte, à l'échelle internationale, parmi tous ceux qui protestent contre le génocide.

Monsieur le président de la République,

Pour faire cesser le génocide, il faut tout de suite – vous en avez le pouvoir – rompre tous les liens diplomatiques, politiques, militaires, économiques, commerciaux et culturels avec l'État d'Israël.

Parce que chaque minute compte :

Vous devez, maintenant, rappeler votre ambassadeur à Jérusalem et faire expulser l'ambassadeur de Netanyahu-Smotrich et Ben Gvir.

Vous devez, maintenant, faire cesser toute livraison d'armes ou de composants d'armement par les grandes entreprises françaises.

Vous devez, maintenant, faire suspendre l'accord d'association Union européenne-Israël et tous les accords commerciaux en cours.

Monsieur le président de la République,

Nous vous demandons, d'urgence, de recevoir une délégation représentative des signataires de cette pétition.

Le 3 juin 2025

**Kamel Brahmi**, responsable syndical

**Cécile Brandely**, avocate

**Rony Brauman**

**Samy Charifi Alaoui**, secrétaire général du secteur fédéral CGT Cheminots Région Paris-Est

**Lionel Crusoé**, avocat

**Mireille Damiano**, ancienne présidente du Syndicat des avocats de France (SAF), prix des Droits de l'Homme 2020 du Conseil national des barreaux

**Stéphane Dauger**, médecin hospitalo-universitaire, pédiatre réanimateur

**Annie Ernaux**, écrivaine

**Dominique Ferré**, rédacteur à *La Tribune des travailleurs*

**Daniel Gluckstein**, secrétaire national du Parti des travailleurs

**Pr. Fabian Guenole**, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent

**Hafed Guerram**, syndicaliste

**Frédéric Guillo**, syndicaliste Fonction publique

**Ayda Hadizadeh**, députée socialiste du Val-d'Oise, présidente du groupe d'amitiés France-Iran

**Brigitte Jeannot**, avocate

**Ramzi Jouini**, médecin libéral

**Xavier Lucas**, journaliste, syndicaliste et militant associatif

**Chantal Lefevre**, secrétaire générale de l'Union départementale CGT d'Eure-et-Loir

**Fanny Luteau**, syndicaliste

**Isabelle Michaud**, responsable syndicale CGT

**Roland Nurier**, cinéaste

**Élisabeth Ornago**, syndicaliste

**Réza Painchan**, syndicaliste

**Fabien Privé Saint-Lanne**, syndicaliste CGT

**Martine Recorda**, secrétaire USR CGT 77

**Abdel Sadi**, maire de Bobigny, conseiller départemental de Seine-Saint-Denis

**Caroline Tacchella**, militante syndicale

**Gilles Thomas**, militant communiste

**Anthony Toueilles**, conseiller municipal de Malakoff

**Jérémy Zorzer-Pépy**, syndicaliste